



Alberta

Budget 2025



Détérioration à court terme gérable, soutenabilité budgétaire solide à long terme

Le gouvernement de l'Alberta prévoit désormais un **déficit de 6,5 milliards de dollars** pour l'exercice financier 2025–2026, soit une détérioration de 1,3 milliard de dollars par rapport au budget initial. Ce déficit représente 1,3 % du PIB nominal de la province, ce qui est **considéré comme gérable**.

Baisse des prix du pétrole et appréciation du dollar canadien réduisent les revenus

La [mise à jour budgétaire du premier trimestre](#) a révélé un déficit plus important, principalement attribuable à une **révision à la baisse des revenus provenant des ressources non renouvelables**, désormais estimés à 15,7 milliards de dollars. Ce recul n'est pas surprenant. Comme l'a souligné Moody's dans son [évaluation de crédit de mai](#), les prix du pétrole et la valeur en dollars canadiens des revenus pétroliers sont très volatils.

Le prix moyen du pétrole WTI s'est établi à 64 \$US le baril au cours des trois premiers mois de l'exercice 2025–2026, soit 4 \$US de moins que les prévisions budgétaires. L'estimation pour l'année complète a été abaissée à 63,75 \$US. Parallèlement, **le dollar canadien s'est apprécié** davantage que prévu, en raison de la plus forte dévaluation du dollar américain en 50 ans. On prévoit maintenant qu'il atteindra une moyenne de 72,5 cents US, contre 69,6 cents auparavant. Cela signifie des **redevances pétrolières plus faibles** une fois converties en dollars canadiens. Un **écart de prix plus réduit** entre le pétrole léger WTI et lourd WCS — maintenant prévu à 11 \$US le baril au lieu de 17 \$US — a contribué à atténuer une partie de l'impact. La baisse des prix du gaz naturel a également légèrement réduit les revenus.

Malgré des arrêts temporaires dus aux feux de forêt au printemps, **la production pétrolière a augmenté de 2,8 %** depuis le début de l'année grâce à une capacité accrue des pipelines du projet TMX. S&P Global Commodity Insights prévoit que l'Alberta atteindra un niveau record de production pétrolière cette année.

Autres ajustements de revenus

Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été révisés à la baisse de 600 millions de dollars. La croissance de l'emploi a stagné et **le taux de chômage dépasse largement 7 %**, ce que le gouvernement qualifie à juste titre d'élevé. En revanche, **la projection des revenus de placement a augmenté** de 500 millions de dollars grâce à la vigueur des marchés boursiers mondiaux.



Hausse des dépenses liée aux hausses salariales et aux feux de forêt

L'estimation des dépenses a augmenté de 1,6 milliard de dollars par rapport au budget, principalement en raison des **pressions liées à la rémunération**. Plusieurs groupes du secteur public, dont les travailleurs de la santé, ont récemment conclu des ententes de principe. Ces augmentations salariales n'étaient pas incluses dans le budget 2025. Plus de la moitié des travailleurs du secteur public ont ratifiées de nouvelles ententes, et des fonds ont été réservés pour les négociations restantes, notamment avec les enseignants.

Les dépenses d'urgence liées aux feux de forêt ont également contribué à la hausse des coûts. Le gouvernement utilisera 1,5 milliard de dollars de son fonds de prévoyance annuel de 4 milliards pour couvrir une grande majorité de ces augmentations. Globalement, les dépenses de fonctionnement du gouvernement devraient augmenter de 4,8 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance est conforme à la réputation de rigueur budgétaire du gouvernement de l'Alberta, compte tenu des prévisions de croissance démographique de 2,4 % et d'inflation de l'IPC de 2,2 % pour 2025.

Besoins d'emprunt inchangés

Malgré le déficit accru, l'Alberta ne prévoit pas émettre davantage d'obligations. Elle utilisera 2,3 milliards de dollars de son solde d'ouverture en trésorerie pour répondre à ses besoins d'emprunt. La province avait également anticipé les échéances de dette plus importantes que d'habitude cette année, soit 17,4 milliards de dollars, et avait mis de côté des fonds dans son compte de remboursement de la dette.

Points clés à retenir

L'économie albertaine demeure robuste, malgré les tensions commerciales mondiales qui affectent le marché mondial de l'énergie. La croissance économique est soutenue par une **progression de l'activité de forage pétrolier**, des **mises en chantier record** qui devraient dépasser 50 000 unités cette année, et une **appréciation modérée des prix des maisons** qui accroît la richesse des ménages.

Les tarifs d'exportation imposés à l'Alberta par les États-Unis et la Chine sont inférieurs à ceux des autres provinces. Compte tenu des tensions croissantes entre le Canada, la Chine et les États-Unis, les récents reportages médiatiques sur l'intérêt de l'Alberta à **investir dans la capacité de raffinage pétrolier au Japon** sont logiques du point de vue de la gestion des risques. Notre [rapport récent sur les minéraux critiques](#) met également en lumière des **projets prometteurs** dans la province.

La mise à jour budgétaire du premier trimestre ne remet pas en question la solide soutenabilité budgétaire à long terme de l'Alberta. Les [trois principales agences de notation ont confirmé la cote élevée](#) de la province plus tôt cet été. Bien que le déficit de 6,5 milliards de dollars fasse passer le solde de trésorerie en territoire négatif, les 2,8 milliards de dollars ajoutés au **Fonds du patrimoine** cette année renforcent la position financière à long terme de l'Alberta. Ce fonds souverain devrait atteindre 27 milliards de dollars en mars 2026, soit 5,6 % du PIB ou près du tiers des dépenses annuelles.